

ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

Selim Bejaoui : " Nous sommes très attentifs à la durabilité de cette route pour que, dans 10, 20 ou 30 ans, les utilisateurs aient exactement la même expérience d'utilisation..."

ELLE parle peu, la Société autoroutière du Gabon (SAG) au sujet de son chantier de construction et de réhabilitation du premier tronçon de la Transgabonaise longue de 93 km (PK 12-PK 105). Termes contractuels avec l'État gabonais, mode de financement, RSE et emplois générés, exploitation à long terme. Selim Bejaoui, son directeur général, s'exprime pour la première fois dans nos colonnes.

Propos recueillis par Innocent
M'BADOUA
Libreville/Gabon

L'Union : On entend parler de la Société autoroutière du Gabon (SAG) comme un acteur majeur du projet étatique de construction de la route dite " Transgabonaise " s'étendant sur plus de 800 km. Dites-nous, quel est exactement votre périmètre d'action dans ce projet ?

Selim Bejaoui : La Société autoroutière du Gabon est chargée du développement du premier tronçon de la Route nationale 1 (RN1), entre les points kilométriques 12 et 105 (PK12-PK 105). Notre travail part des études préalables, en passant par le montage financier, la construction en cours, jusqu'à l'exploitation et la maintenance dans un avenir proche. Ces 93 km de route, régulièrement empruntés par les Gabonais, constituent notre périmètre d'intervention. La SAG a pour mission de livrer une route de qualité, plus sûre pour les Gabonais, répondant aux standards internationaux les plus élevés. Mais, notre périmètre d'intervention n'est pas qu'une distance. Nous nous inscrivons dans la durée. Cela signifie maintenir cette route en état pendant 30 ans, comme au premier jour !

Les travaux ont débuté en 2021. **Trois ans pour construire une route de 93 km, n'est-ce pas trop long ? Quand s'achèveront les travaux de cette route ?**

Concevoir, financer et construire une route dans un temps aussi court reste une performance. Ici, il faut féliciter et encourager les équipes qui sont à pied d'œuvre tous les jours sur le terrain. Nous mettons l'énergie et le soin nécessaires à la livraison d'un tronçon routier fiable et durable. Ce chantier est globalement achevé sur les 65 km fonctionnels qui séparent Ntoum et Nsilé. Désormais, les équipes se concentrent sur la section Nkok-Ntoum. Elles œuvrent à achever ce passage à quatre voies dans les mois qui arrivent, en tout état de cause avant la fin de l'an-

née. Une fois la section entre Nkok et Nsilé réalisée, nous entamerons les travaux de réaménagement de la section entre le PK12 et Nkok. Une route de cette dimension ne se construit pas sans contraintes. **Quelles sont les principales difficultés rencontrées sur le terrain ?**

Le premier ennemi de la route, c'est l'eau, surtout avec des pluviométries telles qu'on enregistre au Gabon. On peut se rappeler les difficiles conditions de circulation fin 2019, notamment entre Ntoum et Kango, avant l'intervention de la SAG. Construire une route au Gabon requiert de faire particulièrement attention aux aspects techniques, au choix des matériaux, à leur sensibilité à l'eau. Donc, nous analysons ces matériaux avec nos équipes sur site et nos ingénieurs œuvrent chaque jour au contrôle le plus minutieux possible des travaux.

Arise a quitté le capital de la SAG en décembre 2022. Pourquoi ce départ et que cache-t-il ?

Le départ d'Arise est lié au recentrage de ses activités. Cette sortie du capital de la SAG n'a aucun impact négatif sur l'avancement du chantier routier que nous conduisons. Nous avançons toujours à un rythme soutenu, grâce au travail quotidien des plus de 1 000 Gabonais investis sur ce projet. Il est aussi important de rappeler que Meridiam, désormais unique promoteur du projet, jouit d'une grande expérience en infrastructures routières à travers le monde.

Au sujet de cette route, un partenariat public-privé a été signé entre la SAG et l'État gabonais. Parlez-nous un peu du contenu et de la durée de l'engagement de la SAG.

Ce partenariat public-privé qui a été signé entre l'État gabonais et la SAG prévoit le financement, la construction et, surtout, la gestion de la route pendant 30 ans. C'est pour cette raison que nous sommes très attentifs à la durabi-



Selim Bejaoui (de face), directeur général de la SAG s'entretenant avec notre collaborateur.

lité de cette route pour que, dans 10, 20 ou 30 ans, les utilisateurs aient exactement la même expérience d'utilisation qu'à l'achèvement des travaux. Nous avons hâte de la mettre pleinement à disposition des usagers.

Comment allez-vous organiser la gestion de la route durant les 30 années de concession ?

Pendant l'exploitation, la maintenance sera assurée par nos équipes, suivant un cahier des charges défini avec les autorités, contenant des objectifs précis. En pratique, nous aurons notamment un poste de contrôle à Bikelé et un centre d'intervention à Ntoum. Ce dispositif permettra à nos équipes (mobilisées en continu, 24h/24) de réagir vite en cas de dégradation de la route ou d'accident. La société d'exploitation sera un prolongement de la SAG. Pour l'heure, nous sommes en phase de construction, l'exploitation sera une évolution naturelle de notre activité.

Parlons de l'architecture financière. Combien coûte cette route et comment est-elle financée ?

Avec la participation active de l'État gabonais, la SAG est chargée de mobiliser les financements nécessaires à l'aboutissement des

travaux. Pour répondre concrètement à votre question, les fonds proviennent, d'une part, des bailleurs internationaux, notamment de la Bicig et de la BDEAC qui ont l'habitude de ce type d'opération, d'autre part, dans d'importantes proportions, de Meridiam, principal promoteur du projet confié à la SAG...

... oui mais donnez-nous une idée des montants engagés...

Avec l'ensemble des partenaires publics et privés, nous avons mobilisé plus de 74 milliards FCFA pour les travaux de construction et réhabilitation du tronçon routier, où nous intervenons actuellement, entre les PK 24 et 105. Ce montant démontre qu'il est possible de se doter d'une route performante tout en respectant les budgets alloués. Une précision me semble utile : le coût n'est pas susceptible d'évoluer, car nous avons fait le choix d'un contrat d'ingénierie-construction à prix forfaitaire.

Abordons l'impact socio-économique du projet. Les autorités gouvernementales insistent sur la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). Quelle est votre approche de la RSE ?

Pour moi, un projet réussi est un

projet qui a un impact social positif. La route que nous construisons a forcément des impacts sur les riverains (les personnes affectées par le projet ou PAP) qui, pour certains, habitent depuis très longtemps les villages et les communes traversées par le chantier. Prendre en compte leurs attentes, leurs demandes de tous les jours et anticiper l'impact de notre projet sur leurs activités est une priorité depuis le premier jour. Nous avons mis en place des Comités locaux de suivi pour être au plus proches de ces personnes au nombre de 1 200, dont 50 % femmes. Depuis mars 2023, nos collaborateurs en charge des questions sociales encadrent des formations dispensées aux PAP, en partenariat avec une association gabonaise. Ce sont aujourd'hui plus de 600 personnes qui reçoivent des formations destinées à les aider à progresser professionnellement, notamment dans la création d'entreprises. Les ateliers auxquels ils participent concernent ainsi la bancarisation, l'épargne ou encore la gestion de projet.

L'impact économique et social du projet que nous conduisons se fait aussi ressentir en matière d'emploi. Nous recrutons en priorité des compétences locales dans tous les domaines et avec divers niveaux d'expérience. Bien plus qu'une route, le chantier du premier tronçon de la RN1 emploie plus de 1 000 Gabonais à l'heure actuelle. Nous voulons livrer une route construite par les Gabonais, pour les Gabonais. Cette politique se poursuivra au-delà de la phase de construction. Pendant les 30 prochaines années, il y aura une création d'emplois durables avec la société d'exploitation, avec autant d'opportunités de formation et de transfert de compétences pour les Gabonais.